

Conseil lors de sa visite au Canada, car maintenant on le considère comme une autorité en ce qui concerne l'affaire Nasser. Voici ce qu'il a dit à ce sujet:

Le canal de Suez est également l'une des causes "géographiques" de tension. Son sabotage par l'Égypte sans qu'aucun motif militaire le justifie, et le chantage exercé depuis sur le rythme des travaux de déblaiement montre le peu de confiance que mérite le Gouvernement égyptien.

Cette déclaration formulée par M. Guy Mollet, président du Conseil de France, se trouve à la page 1951 du *hansard* du 4 mars. Cependant, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a encore une confiance tenace dans les attitudes que prendra, à l'avenir, celui qui, depuis bien des mois, n'a pas manifesté le moindre indice de responsabilité internationale.

Je me souviens même que, l'automne dernier, le premier ministre a parlé de Nasser. Mon honorable ami, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a rendu visite à Nasser mais on ne nous a fait aucun rapport à ce sujet. Quand le premier ministre a mentionné Nasser, il a dit qu'il existait des divergences d'opinion sur son compte. Certains en disaient du bien, d'autres en disaient du mal; quand à lui-même, il n'avait encore pu se faire d'opinion arrêtée.

Monsieur l'Orateur, quelle mesure de confiance peut-on accorder à Nasser? Aujourd'hui, lui-même et ses troupes ont déjà envahi Gaza. Ils ont déjà accaparé une partie de l'administration civile. Quel en sera le résultat?

Une fois, comme je l'ai signalé, le premier ministre a fait allusion à l'emploi de la force, dans un discours à la Chambre. Qu'arriverait-il si Nasser ordonne à la force d'urgence des Nations Unies de quitter l'Égypte? Voilà la question qui hante les esprits et les cœurs partout dans le monde. Allons-nous attendre les bras croisés? Ce n'est pas suffisant. Les Canadiens qui représentent le cinquième de l'ensemble des troupes ont le droit de savoir exactement ce qu'on entend faire. Quelle ligne de conduite va-t-on suivre? Une politique de flottement, d'hésitation? L'expérience n'enseigne-t-elle pas qu'à l'égard des dictateurs l'incertitude a toujours abouti au désastre pour les forces des hommes libres?

Que va faire Nasser? Au dire du *U. S. News and World Report*, livraison du 15 mars, la situation est très grave. Cette revue précise par le détail ce qui se produit: le communisme s'est implanté là à un degré dont on peut se rendre compte; l'emprise du communisme au Moyen-Orient dépasse de beaucoup aujourd'hui ce qu'elle était il y a un an; les Égyptiens se rendent compte qu'ils gagnent à défier les autres et ils ne céderont sur aucun point important; les hommes qui

entourent Nasser croient qu'ils détiennent toutes les cartes, de nombreux atouts; et ils savent qu'ils n'ont rien à perdre en les jouant.

A la page 85 de la revue dont j'ai parlé, dernière livraison, on relève également le passage suivant:

Les représentants égyptiens vous diront que c'est l'Égypte et non la force d'urgence des Nations Unies qui devrait administrer l'enclave de Gaza, — ce qui d'ailleurs ne devrait pas tarder à se produire. Ils vous disent que le golfe d'Akaba et le canal de Suez sont des eaux territoriales égyptiennes et vous demandent ensuite: Comment peut-on permettre aux navires d'un pays avec qui on est en guerre de passer par notre territoire?

Ils trouvent la situation actuelle avantageuse et envisagent l'avenir comme un prolongement des progrès réalisés ces jours derniers. Ils croient finalement triompher, quelque attitude qu'ils adoptent. Telle est leur position. En réalité, l'article dit que les Égyptiens ont confiance. D'après des nouvelles généralement exactes, l'influence russe serait beaucoup plus sensible qu'il y a quelques mois. Les nouvelles de Moscou font prévoir que quoi que fasse l'Égypte, elle peut compter sur l'URSS et que l'Union soviétique s'est faite au mode de vie égyptien. C'est signaler qu'au fait le communisme a reculé son rideau de fer pour englober une partie considérable du nord-est africain et du Moyen-Orient.

Le premier ministre de France a averti la Chambre et notre pays à ce sujet. Mon honorable ami a parlé dans les termes les plus enthousiastes de ce qu'a dit le premier ministre de France au sujet de notre Gouvernement. Je me demande si le secrétaire d'État lui a signalé le discours sur "les surhommes". Je me demande si le premier ministre de France aurait apprécié l'accueil dont il a été l'objet ici, car lui et les dirigeants anglais ont été qualifiés en bloc, l'automne dernier, de "surhommes dont les jours de pouvoir sont presque révolus". Ce discours et cette mention des surhommes n'ont guère été prisés en notre pays. Quelles que puissent être les vues de la population, en parler en termes aussi dénigrants, dire que l'ère des surhommes en Europe est révolue, voilà qui révélait l'attitude d'esprit du Gouvernement dans une mesure que peu auraient discernée. Il n'est pas question de mésinterprétation. Point n'est besoin d'un interprète ou d'un reviseur tel que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ces mots ressortent et la *Tribune* de Chicago leur a donné l'interprétation suivante:

Ces mots constituent un accroissement encourageant de l'esprit isolationniste dans des milieux inattendus. Un haut personnage américain aurait pu mieux exprimer la chose.